

# EFFICIENCE À FRANCE TRAVAIL

## QUI DIT STOP ET QUI DIT ENCORE!

A FO France Travail, nous nous battons depuis deux ans contre la mise en place de «l'efficacité» qui tend à participer pleinement du démantèlement du service public de l'emploi en menaçant à terme nos métiers et notre avenir professionnel.

Après avoir obtenu que l'accord GEPP, l'un des bras armés du dossier Efficacité, n'entre pas en vigueur en militant victorieusement en faveur du NON à ce projet, nous aurions souhaité que la DG ne se contente pas de nous informer sur le volet 4 de l'Efficacité, en procédant à une consultation en bonne et due forme en CSEC sur ce volet portant sur le «retour sur investissement» des dépenses de France Travail.

**Sur ce levier comme sur les précédents, pas de consultation au programme du CSE Central du mercredi 20 mai, au prétexte selon la direction que cela ne change rien en termes d'organisation du travail pour le personnel. Sans rire ?!**

Absolument pas d'accord avec cette approche dogmatique consistant à refuser que les représentants du personnel expriment par un vote leur opposition potentielle à ce volet là, nous avons proposé aux autres délégations syndicales du CSEC d'en passer par une résolution réclamant expressément une consultation à terme.

Force nous est de constater qu'entre les grands discours des uns et les actions concrètes des autres, nous en arrivons à l'implacable constat suivant:

### LE CONSTAT DU VOTE EN CSEC

- Seule la FSU a dit banco en séance à notre proposition de consultation (**FO + SNU = 9 votes favorables**)
- De leur côté toutes les autres membres du CSEC ont considéré que le sujet Efficacité ne nécessitait pas de consultation soit **13 abstentions**

En conclusion, la direction peut donc passer en force sur le dossier Efficacité via ce levier 4 et continuer à dérouler son bulldozer antisocial qui va à l'encontre tant du personnel de France Travail que des usagers dont nous avons la charge.

A FO, nous continuerons à revendiquer davantage de moyens humains et financiers en faveur d'un véritable service public de l'emploi digne de ce nom, en combattant cette «efficacité» qui n'est en rien l'amie des agents et cadres que nous sommes.